

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 18/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FM FRANCE SAS**

RUE DE L'EUROPE  
57370 Phalsbourg

Références : D-00259-2025/LRAR N°2C 182 118 3820 6  
Code AIOT : 0006410923

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plusieurs évènements accidentels récents ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de pertes d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte :

- À l'occasion d'évènements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- À l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Dans ce contexte, une action nationale visant à contrôler l'effectivité et la pertinence des mesures prévues pour pallier de telles défaillances est déclinée en région PACA.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE SAS
- ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006410923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site FM Logistics d'Entraigues est une plateforme logistique dédiée au tour de clients agroalimentaires mais conserve la possibilité de stocker des produits dangereux sous couvert de son classement SEVESO.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale « perte d'utilité »

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En cas de perte électrique, les activités du site sont à l'arrêt ainsi que le personnel. Les portes coupe-feu de chaque cellule se ferment automatiquement si la perte électrique dure plus de 30 minutes mettant ainsi le site en sécurité en cas d'incendie.

Il n'y a donc pas sur ce site de mise en sécurité particulière, ni d'effets cascades en cas de coupure électrique. De plus, la sécurité du site en termes d'incendie ou d'intrusion est garantie en cas de coupure électrique.

L'exploitant doit apporter des justificatifs attestant de la suppression des 3 anomalies relevées lors du contrôle UXELLO du 29/08/2024 sur le groupe motopompe servant à l'alimentation en eau des poteaux incendie.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.  L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.  L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.  Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a identifié les utilités nécessaires à l'alimentation en énergie du site (les utilités sont décrites dans son Plan d'Opération Interne : POI).  L'énergie principale du site est l'électricité pour l'alimentation : <ol style="list-style-type: none"><li>1. de la salle de charge des batteries des chariots de manutention,</li><li>2. de l'éclairage,</li><li>3. du chauffage,</li><li>4. du Système de Sécurité Incendie (SSI)</li></ol> Le site dispose de 2 TGBT (Nord et Sud) et d'un poste de livraison (visualisés sur un plan en séance).  En cas de coupure électrique, l'exploitation du site s'arrête complètement avec fermeture automatique des portes coupe-feu si plus de 30 minutes de perte électrique.

Il n'y a pas sur ce site de mise en sécurité particulière, ni d'effets cascades en cas de coupure électrique. Seule une coupure électrique prolongée sur la période de mi-avril à mi-octobre dans la cellule de stockage réfrigérée pour du chocolat entraînerait une perte de marchandise mais sans risque industriel.

Le site fonctionne 5 jours sur 7 avec 3 équipes sur la journée de 8h00 à 18h00. Le reste du temps, le site est fermé et « gardienné » physiquement (poste de garde).

Le site dispose d'une surveillance vidéo et d'une alarme anti-intrusion la nuit.

En cas de coupure électrique, une alerte est donnée sur l'ordinateur de bord ou sur l'astreinte par sms et mails à toute l'équipe maintenance. La télésurveillance appelle également le poste de garde qui relaiera l'information à l'astreinte en cas de coupure électrique.

Par ailleurs, l'exploitant a communiqué à l'inspection le numéro d'appel d'urgence d'ENEDIS enregistré sur son portable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

### **Constats :**

L'activité du site ne nécessite pas de mise en sécurité particulière en cas de perte électrique. Les portes coupe-feu se ferment automatiquement si la coupure électrique est supérieure à 30 minutes.

L'exploitant a transmis en séance sa procédure (MEDIA-ENT-25335/0) qui décrit les actions prises pour maîtriser les mesures de sécurité liées aux risques sur le site (MMR : Maîtrise des Mesures Risques). Les consignes et procédures associées sont bien indiquées dans le POI de l'exploitant.

Au sud-ouest, le site dispose d'un local de sprinklage avec 3 réserves aériennes pour l'alimentation des poteaux incendies (1 000 m<sup>3</sup>) et le sprinklage (2 cuves de 700m<sup>3</sup>). Le site est donc équipé d'un réseau sprinklage sur l'ensemble des bâtiments et bureaux.

En cas de perte électrique, le fonctionnement des 3 motopompes du local de sprinklage est assuré par des batteries doublées (2x2) présentes sur chaque motopompe. En complément, une réserve de diesel est accolée à chaque motopompe. Ces réserves de diesel sont alimentées par une cuve diesel unique de 1000L. Ces éléments ont été constatés sur le terrain.

Le responsable maintenance a accompagné l'inspection sur le terrain : il connaît bien son réseau de détection incendie.

La formation du personnel se fait sous forme de compagnonnage par le responsable maintenance qui mène des actions régulières avec son personnel pour vérifier les équipements de protection incendie notamment.

L'exploitant a montré en séance la fiche de poste du technicien maintenance.

Concernant le gardiennage du site, il est bien assuré 24H/24 et 7J/7 comme mentionné au point de contrôle précédent.

La sécurité du site en termes d'incendie ou d'intrusion est donc garantie en cas de coupure électrique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Article 56

Utilités.

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

#### **Constats :**

Comme mentionné au point précédent, en cas de coupure électrique le site est à l'arrêt, et la sécurité incendie et le gardiennage sont assurés.

Chaque cellule (10 au total) est équipée d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) qui dispose d'une batterie. Elle est reliée à une alarme en cas de défaut.

L'exploitant précise que les batteries prennent le relais pendant 12h00 pour le système d'aspiration d'air.

Toutes les batteries du site et les onduleurs des portes coupe-feu sont vérifiées toutes les semaines par l'équipe maintenance.

L'inspection a contrôlé sur le terrain une seule cellule et le local de sprinklage. Durant l'inspection terrain, l'entreprise Chubb effectuait les vérifications réglementaires du SSI et organes associés.

Concernant l'autonomie du sprinklage, elle est opérationnelle en permanence avec les batteries et les réservoirs diesel qui prennent le relais.

Ces éléments du sprinklage ont été constatés sur le terrain, dans le local prévu à cet effet. L'inspection a constaté que la cuve diesel (1000L) est équipée d'un manomètre mais en hauteur. Le niveau n'a pas pu être contrôlé au vu de son emplacement. Il semblerait que la cuve soit pleine au vu de la position de l'aiguille. Ce remplissage a été attesté à la lecture des documents transmis post-inspection le 31 mars 2025 (cf paragraphe suivant).

Le responsable maintenance a indiqué que la cuve de diesel est remplie 2 à 3 fois par an et que les groupes motopompe sont testés 26 heures par an. De plus, l'équipe maintenance teste les pompes toutes les semaines. L'exploitant a transmis post-inspection en date du 31/03/2025 une copie de sa dernière vérification hebdomadaire du 24/03/2025 : fiche intitulée « Procédure vérification sprinkler version 2022 \_ MEDIA-ENT-21747/0 ». Sur cette fiche, les niveaux de la cuve gasoil ont été vérifiés et les tests de démarrage des motopompes ont été opérés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions régionales, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

**Constats :**

Post-inspection l'exploitant a transmis par mail du 31/03/2025 les rapports de vérification suivants :

1. Rapports de la détection incendie réalisés par Chubb SICLI (l'exploitant précise que la vérification est semestrielle) :
  - Bon de travail n °20858482 du 28/10/2024 avec les tests réalisés sans anomalies particulières sauf le dérangement sur 2 VESDA ;  
L'autonomie des appareils est bien contrôlée puisque le rapport mentionne pour « *les contrôles de l'autonomie réglementaire (adéquation capacité batterie avec mesures* » que les résultats sont corrects (20 appareils contrôlés pour l'autonomie).
  - Bon de travail n °21359280 du 21/02/2025 pour le remplacement des 2 VESDA hors-service et avec en conclusion « *un système en veille et fonctionnel* »
2. Rapports de maintenance 2024 pour les 3 motopompes du local sprinklage réalisés par UXELLO :
  - Groupe motopompe 1 / rapport du 30/08/2024 - Source B1 : aucune non-conformité
  - Groupe motopompe 2 / rapport du 30/08/2024 - Source B2 : aucune non-conformité
  - Groupe motopompe PI / rapport du 29/08/2024 - Source PI (Poteau Incendie) : ce rapport fait état de 3 anomalies au niveau du moteur et précise en « Observations &



Points à surveiller » : « **Prévoir le remplacement des durites, du thermostat et du liquide de refroidissement avec un détartrage du système de refroidissement / Prévoir le remplacement des flexibles gasoil / Prévoir le remplacement des blochets d'accouplement / Prévoir le remplacement des courroies / Prévoir le remplacement de la pompe d'amorçage gasoil / Prévoir la reprise des supports de la ligne antibarbotage / Prévoir le remplacement du moteur de la ventelle haute au fond du local/ Démarrage automatique présostat 1 non fonctionnel** ».

L'inspection qui a constaté ces 3 anomalies post-inspection demande à l'exploitant de justifier de la suppression de ces anomalies.

Pour ces 3 rapports UXELLO, les essais batteries sont bien effectués et apparaissent comme « Correct »

Sur le terrain, les contrôles UXELLO sont bien affichés sur les motopompes aux dates susmentionnées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit **transmettre les justificatifs attestant que les 3 anomalies du rapport UXELLO du 29/08/2024 - Source PI (Poteau Incendie) ont été supprimées**. Ces 3 anomalies concernent l'état du circuit d'eau interne, l'état des durites et le contrôle d'étanchéité du circuit gasoil.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois